



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
17 novembre 2014
Français
Original : anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Soixante et unième session

2-24 juillet 2015

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen des rapports soumis par les États parties
en application de l'article 18 de la Convention
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

**Liste de points et questions concernant
les quatrième à huitième rapports périodiques,
présentés en un seul document,
de Saint-Vincent-et-les Grenadines**

Cadre constitutionnel, législatif et institutionnel

1. Il est indiqué dans le document que l'article 13 de la Constitution, bien qu'il stipule l'interdiction de toutes les formes de discrimination, ne rend pas compte de la spécificité et de la diversité des formes de discrimination et des types de violations dont les femmes sont victimes et ne prévoit pas de protection appropriée conformément à l'article 1 et à l'article 2 de la Convention. Il est également indiqué qu'un projet de loi relatif à la révision de la Constitution, comprenant des dispositions qui interdiraient la discrimination fondée sur le sexe et des dispositions visant expressément l'égalité entre les femmes et les hommes (art. 21, par. 1) a été rejeté à l'issue d'un référendum tenu en 2010 (p. 16)¹. Veuillez indiquer si l'État partie envisage de soumettre à nouveau le projet de loi. Si tel est le cas, veuillez préciser les délais prévus ainsi que toute modification supplémentaire envisagée pour veiller au respect de la définition de la discrimination énoncée à l'article 1 et à l'article 2 de la Convention, qui vise la discrimination directe et indirecte exercée par les acteurs publics comme privés. Veuillez également fournir des informations sur toutes les mesures prises ou envisagées pour abroger les dispositions

* CEDAW/C/61/1.

¹ Sauf indication contraire, les numéros de page indiqués renvoient aux quatrième à huitième rapports périodiques, présentés en un seul document, de Saint-Vincent-et-les Grenadines (CEDAW/C/VCT/4-8).



discriminatoires et garantir ainsi aux femmes la même protection juridictionnelle de leurs droits que celle dont bénéficient les hommes.

2. D'après les informations reçues par le Comité, la législation interne érige les relations homosexuelles en infraction pénale. Veuillez indiquer si des mesures sont envisagées pour dépénaliser ces relations et reconnaître le droit des femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres et des personnes intersexuées à l'égalité et à la non-discrimination.

Mécanisme national de promotion de la femme

3. Il est indiqué que la Division des questions d'égalité entre les hommes et les femmes (précédemment dénommée Département chargé des questions féminines) s'est vue assigner de nouvelles orientations et favorise maintenant la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et l'élaboration d'une politique d'égalité des sexes dans tous les ministères (p. 23). Veuillez fournir des informations sur la position de la Division dans l'organigramme des administrations centrales, sur les mesures prises pour permettre l'élaboration d'une stratégie coordonnée et multisectorielle de prise en compte de la problématique hommes-femmes et sur les ressources humaines et financières allouées au soutien de l'action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

4. Il est également indiqué dans le document que le Conseil national des femmes, organisation non gouvernementale de coordination représentant diverses associations de femmes, assiste la Division des questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans plusieurs domaines clefs, et que le Gouvernement accorde une subvention annuelle à cette organisation. Veuillez indiquer dans quelle mesure les mandats et les responsabilités respectifs de ces deux entités, ainsi que les rapports qu'elles entretiennent, sont clairement définis.

Stéréotypes et pratiques préjudiciables

5. Il est indiqué que les obstacles à surmonter pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes tiennent principalement à des comportements sociaux dominants (p. 17). Il est également dit que les mères apprennent à leurs fils à évoluer librement dans la société, tandis que les filles ne disposent pas de telles libertés et doivent rester à la maison pour aider aux tâches ménagères, et sont censées se conduire de façon convenable (p. 35). Veuillez indiquer quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour modifier ces schémas comportementaux sociaux et culturels perpétués par les modèles sociaux que proposent les parents, les enseignants et les conjoints ou compagnons.

Violence à l'égard des femmes

6. D'après les informations reçues par le Comité, un plan national d'action contre la violence sexiste a été établi en 2013 afin de mettre fin aux inégalités entre les sexes et aux comportements à l'origine de la violence sexiste, d'autonomiser davantage les femmes et les enfants, d'éliminer toutes les formes de violence sexiste au moyen d'une politique de tolérance zéro, de rendre les hommes responsables de la réduction et de l'élimination de la violence sexiste et d'améliorer les dispositifs de surveillance de la violence sexiste. Ce plan est toutefois à l'état de projet et n'a pas encore été présenté au Cabinet. Veuillez indiquer si un calendrier a été fixé en vue de l'adoption du plan d'action et si des ressources humaines et financières

suffisantes sont prévues pour en permettre l'application effective. Il est également affirmé que l'un des principaux problèmes à résoudre est l'absence de statistiques relatives à la violence domestique (p. 22). Veuillez fournir des informations sur ce qui est fait pour institutionnaliser et rendre systématiques la collecte, l'analyse et la diffusion de données détaillées sur la violence domestique, ventilées selon l'âge, le sexe, la nationalité et l'appartenance ethnique des protagonistes, ainsi que le type de violence. Veuillez également indiquer si des mesures ont été prises pour mettre au point des indicateurs appropriés permettant de faciliter la surveillance et l'évaluation de l'application des lois et politiques en la matière.

7. Il est indiqué que l'État partie a adopté, en 1995, une loi relative à la violence domestique (Procédure sommaire), qui confère aux femmes et aux hommes, mariés ou non, le droit à une protection judiciaire et à des réparations en cas de violence domestique. L'État partie mentionne également l'existence d'un tribunal des affaires familiales habilité à prendre les mesures de protection prévues par la loi de 1995 (p. 20). D'après les informations reçues par le Comité, la loi de 1995 relève du droit civil et n'érige donc pas les violences domestiques en infraction pénale. En outre, elle ne contient pas une définition complète de la violence domestique, faute de mention de la violence sexuelle, du harcèlement criminel ou de la souffrance psychologique, et ne s'applique pas à toutes les femmes. Veuillez indiquer si des mesures ont été prises pour réviser la loi de 1995 et élargir la portée de la définition de la violence domestique de sorte qu'elle englobe les actes de violence sexuelle et psychologique dans le cadre tant du mariage que des unions de fait. Veuillez également indiquer si des mesures ont été prises ou sont envisagées pour faire relever la violence domestique du Code pénal.

8. Il ressort des informations reçues par le Comité que le droit interne ne contient pas de disposition interdisant expressément le harcèlement sexuel, bien qu'il s'agisse d'une pratique quasi quotidienne. Veuillez fournir des informations sur toute mesure prise pour interdire et qualifier explicitement d'infraction pénale le harcèlement sexuel en toutes circonstances.

9. D'après les informations reçues par le Comité, la définition du viol qui figure dans le Code pénal est restreinte et ne couvre pas certains autres types d'actes graves et portant atteinte à l'intimité, tels que la pénétration au moyen d'objets ou de parties du corps autres que le pénis. Ces actes sont actuellement classés parmi les attentats à la pudeur et sont passibles d'une peine moindre (une peine d'emprisonnement d'un maximum de 5 ans s'ils sont commis sur la personne de mineurs de 15 ans et d'un maximum de 2 ans si la victime est âgée de 15 ans ou plus). Veuillez fournir des informations sur les mesures éventuellement prises pour étendre la définition du viol à tous les actes sexuels non consentis. Veuillez également fournir des informations sur l'introduction de la notion de viol conjugal dans le droit pénal.

10. Il est indiqué que l'application effective des ordonnances de protection ou d'occupation rendues par le Tribunal des affaires familiales en application de la loi relative à la violence domestique (Procédure sommaire) est insuffisante, malgré la formation donnée aux policiers (p. 33). Veuillez fournir des informations sur les mesures supplémentaires prises pour renforcer l'application des ordonnances de protection et d'occupation. Veuillez également fournir des informations sur les mesures prises pour protéger les victimes d'éventuelles représailles de la part des auteurs de ces faits.

11. Veuillez fournir des informations supplémentaires sur l'existence de moyens de protection immédiate des femmes et des enfants victimes de violences, tels que l'accueil dans des refuges et l'assistance téléphonique d'urgence disponibles sans qu'il soit nécessaire d'obtenir au préalable une ordonnance du Tribunal des affaires familiales.

Traite des personnes

12. Selon d'autres sources d'information, le pays continue d'être une zone d'origine, de transit et de destination pour la traite des femmes et des enfants. Veuillez indiquer les mesures prises pour prévenir la traite et la prostitution forcée et pour fournir une protection, une aide et un appui juridique aux victimes, ainsi que le nombre de personnes qui ont bénéficié de ces mesures. Veuillez également fournir des données actualisées sur le nombre de plaintes, d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de peines prononcées à l'encontre des auteurs de ces actes en application de la loi de 2011 sur la prévention de la traite des personnes. Veuillez indiquer s'il est envisagé d'instaurer une coopération régionale (avec les États membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales) en ce qui concerne la collecte et l'analyse de données, la mise en place de systèmes d'admission tenant compte de l'impératif de la protection, les mesures relatives à l'accueil, les mécanismes d'orientation et les solutions à long terme.

Participation à la vie politique et publique

13. Les informations reçues par le Comité montrent la persistance de la sous-représentation des femmes aux postes de décision, qu'ils soient électifs ou pourvus par nomination. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour accroître le nombre de femmes élues ou nommées membres d'organes de décision et pour réaliser l'égalité de la représentation des femmes et des hommes dans la vie politique et publique, y compris les mesures temporaires spéciales, éventuellement prises conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale n° 25 du Comité. Veuillez fournir, en particulier, des informations sur les mesures prises ou envisagées pour instaurer un système de quotas qui aurait pour objectif de porter à au moins 30 % la proportion de femmes à la Chambre d'assemblée, et pour soutenir les candidates à des élections en élaborant des programmes de formation et de mentorat ciblés sur les compétences des dirigeants et des négociateurs.

Nationalité

14. Veuillez indiquer si les dispositions discriminatoires en matière d'acquisition de la nationalité par mariage ont été abrogées ou s'il est prévu de le faire. Veuillez également indiquer quelles mesures l'État partie entend prendre pour éliminer l'obligation discriminatoire qu'ont les femmes de faire signer par le père une demande de passeport pour un enfant, même lorsque le père ne prend plus part à la vie de la mère depuis des années, obligation qui, lorsque les circonstances sont inverses, ne s'applique pas aux pères.

Éducation

15. Il est fait état de la persistance de l'abandon scolaire lié à la grossesse dans l'enseignement secondaire. L'État partie mentionne que la Division des questions

d'égalité entre les hommes et les femmes a collaboré avec le Ministère de l'éducation pour donner aux adolescentes enceintes la possibilité de poursuivre leurs études et de bénéficier d'un accès non discriminatoire à l'éducation. Il est également indiqué que le Gouvernement finance la réintégration scolaire des parents adolescents en prenant en charge leurs frais de scolarité, l'achat de manuels scolaires, les frais de transport et le placement en crèche des enfants (p. 28 et 29). Veuillez fournir des informations sur le nombre d'adolescentes enceintes qui ont bénéficié de ces initiatives. Veuillez également fournir des informations sur les mesures prises pour prévenir les grossesses non désirées chez les adolescentes.

Emploi

16. Il est indiqué que l'État partie a pris des mesures législatives interdisant la discrimination à l'égard des femmes au travail. La loi relative à la protection de l'emploi (2004), la loi relative à l'égalité des rémunérations (1994), la loi sur les conseils salariaux et la loi sur les services d'assurance nationale disposent l'égalité de rémunération des femmes et des hommes pour un travail de valeur égale, interdisent le licenciement fondé sur le statut matrimonial, le sexe ou la grossesse et instituent l'octroi de congés de maternité pour certaines catégories de femmes salariées (p. 20). Veuillez indiquer quels organismes publics sont chargés de la mise en œuvre, de la coordination et du suivi de l'application de ces lois, ainsi que les ressources humaines et financières allouées en vue de leur application effective. Veuillez également fournir des chiffres actualisés sur la répartition de la population active selon le sexe, afin de permettre l'évaluation de l'application effective des lois. Veuillez de plus fournir des données actualisées sur la rémunération des travailleurs et des travailleuses, permettant d'évaluer l'écart de rémunération entre les sexes dans les différents secteurs d'activité économique.

Santé

17. Il est indiqué que l'Unité de planification familiale du Ministère de la santé a organisé des camps éducatifs pour les adolescents où sont traitées des questions telles que la responsabilité parentale, la grossesse chez les adolescentes et les maladies sexuellement transmissibles. La Division des questions d'égalité entre les hommes et les femmes a également pris des initiatives similaires (p. 35 et 36). Veuillez fournir des informations sur l'existence d'une éducation complète et accessible, adaptée selon l'âge, portant sur la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, ainsi que des informations concernant les services de planification familiale, particulièrement ceux à l'intention des adolescents. Veuillez également indiquer si des mesures ont été prises pour diffuser des informations sur les méthodes contraceptives, y compris le recours aux contraceptifs d'urgence.

18. D'après les informations reçues par le Comité, de nombreux avortements clandestins sont pratiqués chaque année. Le coût élevé de l'acte médical et les restrictions juridiques auxquelles il est soumis le rendent inaccessible à la plupart des femmes. Au paragraphe 140 de ses précédentes observations finales, le Comité a exprimé sa préoccupation quant à l'obligation d'obtenir le consentement de l'époux pour subir une ligature des trompes et quant à l'existence d'une loi qui interdit l'avortement, même pratiqué dans de bonnes conditions de sécurité sanitaire. Veuillez fournir des informations sur les conditions d'accès à l'avortement légal et les règlements d'application éventuellement promulgués. Veuillez également indiquer les mesures prises ou envisagées pour éliminer les obstacles à l'avortement

légal et sans risque et pour supprimer l'obligation d'obtenir le consentement de l'époux pour subir une ligature des trompes. Veuillez de plus fournir des informations sur l'incidence de l'avortement pratiqué dans de mauvaises conditions sanitaires et ses répercussions sur la santé des femmes, y compris la mortalité maternelle, et indiquer si l'État partie envisage d'abroger, conformément à la recommandation générale n° 24 du Comité sur les femmes et la santé, les dispositions législatives punitives et sévères applicables aux femmes qui avortent.

Groupes de femmes défavorisées

19. Il est indiqué dans le document que la crise de l'industrie bananière a eu des répercussions négatives sur la situation des femmes des zones rurales, du fait qu'elles constituent la majorité de la main d'œuvre agricole du secteur (p. 62). Afin d'atténuer les graves difficultés des femmes des zones rurales, le Gouvernement a créé un système de microcrédit et a accordé une aide financière à la « National Development Foundation » (Fondation nationale pour le développement), organisation non gouvernementale qui fournit conseils et assistance technique aux femmes des zones rurales. Veuillez fournir des informations supplémentaires sur ces programmes et indiquer le nombre de bénéficiaires. Veuillez indiquer de plus si une étude d'impact a été menée et, si tel est le cas, fournir des informations sur les résultats obtenus.

20. Selon des informations provenant d'autres sources, les femmes vivant dans des zones rurales et les femmes appartenant à des groupes minoritaires ou autochtones ont des difficultés d'accès à l'éducation et aux services de santé et sont donc plus vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour faciliter et améliorer l'accès des femmes des zones rurales aux structures d'accueil pour enfants, aux services de santé et aux services de transport. Veuillez indiquer si des mesures ont été prises en vue de définir une politique nationale ciblant principalement les femmes de zones rurales et les femmes autochtones et ayant pour but de pourvoir, conformément au principe d'égalité, à leurs besoins particuliers quant à l'accès aux services sociaux et à des débouchés économiques.

Mariage et relations familiales

21. Il est indiqué qu'une loi garantissant le droit de propriété des enfants nés « hors mariage » a été adoptée dans le cadre des efforts entrepris pour modifier les schémas sociaux et culturels à l'origine des comportements discriminatoires à l'égard des femmes, en particulier celles qui se trouvent dans des unions de fait, c'est-à-dire autres que le mariage (p. 31). L'État partie reconnaît toutefois que les femmes qui se trouvent dans ce type d'unions sont encore défavorisées face à la loi, puisqu'elles ne jouissent d'aucun droit sur les biens acquis au cours de l'union ni d'aucun droit à un soutien financier de la part de leur compagnon (p. 33). Veuillez fournir des informations actualisées sur les mesures législatives prises depuis la présentation du rapport pour garantir la protection des femmes qui se trouvent dans une union de fait (union autre que le mariage).

**Protocole facultatif et amendement du paragraphe 1 de l'article 20
de la Convention**

22. Veuillez indiquer les progrès accomplis vers la ratification du Protocole facultatif à la Convention et l'acceptation de l'amendement du paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention.
